

Déclaration pour la Journée internationale de la femme

8 mars 2014

« L'occasion de la Journée internationale de la femme offre un moment opportun pour réfléchir sur les résultats obtenus et les obstacles qui subsistent à l'avancement des droits des femmes et la justice de genre », a déclaré Jane Akwero Odwong, chargée de programme en Ouganda pour Women's Initiatives for Gender Justice.

Women's Initiatives for Gender Justice est une organisation internationale de défense des droits des femmes militant pour la justice pour les femmes à travers la Cour pénale internationale (CPI) et les mécanismes nationaux, y compris les négociations de paix et les processus de justice. Nous travaillons avec les femmes plus touchées par les situations de conflit qui font l'objet d'une enquête de la CPI.

Selon Brigid Inder, Directrice Executive de Women's Initiatives for Gender Justice, « au cours des 20 dernières années, nous avons été témoins de progrès importants et sans précédent, notamment: l'adoption de la Déclaration de Beijing et du Programme d' action, qui ont identifié l'impact des conflits armés sur les femmes comme un domaine critique et appelé à une réduction des dépenses militaires excessives et à un contrôle de la disponibilité des armes ; les premières condamnations en vertu du droit international pour viol et d'autres formes de violence sexuelle constituant torture et actes de génocide ; la codification de la gamme la plus vaste de crimes sexuels et sexistes dans l'histoire dans le Statut de la CPI ; l'adoption de sept résolutions du Conseil de sécurité sur les questions des femmes, de la paix et de la sécurité, qui mettent l'accent, entre autres, sur l'impact particulier des conflits armés sur les femmes et les filles, sur la responsabilité des États à poursuivre les personnes responsables de ces crimes, et sur le rôle inestimable des organisations féminines de la société civile dans la prévention des conflits, leur résolution et la construction d'une paix post conflit. »

Jane Akwero Odwong a ajouté que « l'adoption l'année dernière par l'Assemblée générale des Nations Unies de l'historique Traité sur le commerce des armes, qui régleme le commerce international des armements conventionnelles, est également très importante. »

« En Ouganda, nous avons vécu l'impact de la vente illégale et du trafic d'armes à travers la frontière sur nos propres communautés. Nous espérons que l'ONU surveillera les activités des États parties au Traité en ce qui concerne le risque de vente d'armes utilisées pour commettre ou faciliter la commission d'actes graves de violence sexiste », a déclaré Jane Akwero Odwong.

« Cette semaine, qui marque également le dixième anniversaire de l'établissement de Women's Initiatives for Gender Justice et de nos programmes dans le Nord de l'Ouganda, nous sommes encouragées à continuer à travailler avec un grand nombre de partenaires et d'alliés pour la prévention des violences sexuelles et sexistes et pour la promotion d'une responsabilisation de ceux qui commettent ces crimes par la CPI ainsi que par les mécanismes juridiques nationaux », a déclaré Jane Akwero Odwong.

